

A. M. I. R. A.

x x
x

NOTE DE TRAVAIL N° 21

x x
x

REFLEXIONS SUR LES ENQUETES-MENAGES
A FINS MULTIPLES DANS LES PAYS EN VOIE
DE DEVELOPPEMENT

x x
x

par WINTER

Avril 78
Réimpression Janvier 79

Cette note constitue le Memento de l'intervention orale de G. WINTER (INSEE) à la fin de la Session d'Etudes organisée par le Centre de Développement de l'OCDE à Paris du 14 au 18 Novembre 1977 sur les Enquêtes Ménages à fin multiples.

x x

x

Je ne vais pas vous présenter dans le détail la note que j'ai rédigée pour cette Session d'Etudes ("Les Enquêtes Ménages à fins multiples dans les Pays en Voie de Développement"). Je voudrais seulement revenir sur quelques points importants qui ne m'ont pas paru suffisamment éclairés au cours de la Session. Mon intervention concernera surtout les enquêtes socio-économiques (revenus, dépenses, consommation, épargne, nutrition).

Mon exposé comportera trois points : les objectifs, les méthodes, le dispositif d'enquêtes.

I - OBJECTIFS

1.1. - Il me semble tout à fait essentiel de noter que pendant nos travaux, il n'a pratiquement jamais été question des objectifs des enquêtes "à fins multiples" auprès des ménages. Or il a été très souvent souligné que par le passé on avait dû déplorer une sous-utilisation flagrante des résultats de ces enquêtes.

Il y a là un problème majeur que j'ai souligné dès le premier jour et sur lequel on ne réfléchit pas suffisamment. J'ai très souvent entendu au cours des journées précédentes des phrases comme celle-ci : "il est très important de disposer de telles ou telles données" mais je n'ai jamais entendu pourquoi c'était très important. Il est vrai que c'est le rôle du statisticien de plaider l'importance des informations chiffrées mais toute information n'est pas vraiment "utile" dans un contexte de pénurie de moyens et dans un domaine où les méthodes d'investigation sont très délicates. Et il faut prendre garde à ne pas définir les objectifs d'une enquête en termes de résultats ou de chiffres à obtenir. Il faut préciser pourquoi on recherche ces informations. En réalité une enquête vise à obtenir certaines informations en vue de déterminer une action ou une politique, ou, plus exactement, en vue d'éclairer les décisions relatives à cette action ou à cette politique. L'objectif de l'enquête c'est cette action ou cette politique, les informations collectées ne sont qu'un moyen. Bien sûr on ne doit pas être trop systématique ; il peut y avoir des objectifs de connaissance, de découverte des problèmes sans que des décisions s'ensuivent directement ; dans les pays en voie de développement on doit

commencer par des "enquêtes d'inventaire". Mais il me semble qu'actuellement les statisticiens insistent trop volontiers sur cet aspect connaissance et négligent quelque peu les vrais besoins des utilisateurs.

Il est clair qu'un dispositif permanent d'enquête permettra d'assurer un dialogue régulier entre fournisseurs de données et utilisateurs. Il réduira considérablement les difficultés de communication, d'ajustement des échéances et d'utilisation des résultats.

1.2. - Un deuxième point qu'il me paraît très important de souligner est le suivant : cette sélectivité plus grande en fonction des besoins des utilisateurs permettrait non seulement d'alléger sensiblement certaines enquêtes mais encore elle conduirait à adopter des méthodes d'enquêtes plus efficaces. En effet les objectifs poursuivis par les utilisateurs nécessitent un certain type d'information qui se définit par : un concept ou un ensemble de concepts complémentaires, un champ de référence, des nomenclatures plus ou moins fines, certains critères d'analyse, une fréquence d'observation, un certain objectif de précision, etc... Par conséquent un objectif bien déterminé appelle en général une méthode d'investigation spécifique (ici l'orateur développe quelques considérations sur le domaine de la consommation des ménages et souligne que pour ce seul domaine les besoins d'informations ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit d'un ministre des finances responsable de la politique relative à l'évaluation à court terme des prix et des pouvoirs d'achat, d'un ministre du plan soucieux de mettre en oeuvre des actions de développement en faveur des populations les plus défavorisées, d'un responsable d'un projet agricole dans une région donnée ou du comptable national).

Et courir après de trop nombreux objectifs en une enquête "à fins multiples" peut aboutir à des compromis douteux. Mieux vaut peut-être un ensemble, bien coordonné dans le temps et dans l'espace, d'enquêtes spécifiques bien adaptées à leur objet et conduites avec des moyens relativement modestes qui peuvent alors être plus facilement permanents, que de lourdes enquêtes à objectifs multiples à l'efficacité incertaine et de toute manière coûteuses et difficiles à gérer.

1.3 - Un dernier point que je voudrais souligner en ce qui concerne les objectifs est le suivant : il convient très probablement de distinguer ce que j'appellerais faute de mieux les enquêtes à "objectifs macro-économiques" et les enquêtes à "objectifs micro-socio-économiques". Les premières sont des enquêtes nationales visant à mesurer le progrès global et à éclairer les politiques propres à l'assurer ou l'accélérer, les secondes sont des enquêtes dont le champ géographique et social est limité et qui visent à évaluer (ex-ante et ex-post) l'impact d'actions spécifiques. Les premières portent sur des données qui doivent être agrégeables au niveau national, elles simplifient donc la réalité; par nécessité elles "gomment" les complexités, les différences; elles ne justifient donc ni une approche très fine du milieu ni une remise en cause importante des cadres conceptuels et comptables existant (encore que bien des améliorations seraient fort nécessaires). Les secondes doivent permettre de comprendre dans sa singularité le fonctionnement global d'une société ou d'un milieu déterminé et bien localisé : elles exigent très généralement un cadre d'analyse beaucoup plus riche, diversifié et "intégré" que celui de la comptabilité nationale.

On a souligné à plusieurs reprises au cours de nos discussions la nécessité de rassembler des connaissances adéquates sur les milieux que l'on veut transformer c'est-à-dire de fournir un certain nombre de données socio-économiques de base permettant de préparer puis d'évaluer, voire de réorienter, les projets de développement. Il me semble que les besoins en informations chiffrées des responsables de projets ont jusqu'à présent été sous-estimés par les statisticiens au profit des besoins des responsables des politiques nationales de développement (planificateurs).

II - METHODES

2.1. - Les enquêtes ménages dans les pays en voie de développement sont des enquêtes très difficiles et on n'a pas encore vraiment dégagé une méthodologie très satisfaisante. Avant de parler de ces méthodes je voudrais remarquer que les difficultés rencontrées ne sont pas seulement des difficultés techniques et financières. Elles ne sont qu'un des aspects des difficultés rencontrées depuis une vingtaine d'années dans l'élaboration et la mise en oeuvre de projets ou de politiques de développement. Dès qu'on touche au domaine socio-économique la technologie importée n'est plus suffisante.

Si trop fréquemment des projets ou politiques de développement n'ont pas eu dans le passé les résultats escomptés, c'est en partie en raison d'une mauvaise appréciation de la complexité des économies en voie de développement. Ces économies, contrairement à ce que l'on croit souvent et à ce qui est écrit dans de nombreux ouvrages théoriques, ne sont pas des économies simples. Elles sont le siège d'une confrontation de systèmes économiques et sociaux différents. Progressivement les responsables et les chercheurs des pays en voie de développement, les différentes institutions impliquées par l'aide au développement ont pris conscience de cette complexité des problèmes et des milieux. On ressent de plus en plus la nécessité d'un effort de recherche, d'adaptation des concepts, de renouvellement des techniques quantitatives. Il est très significatif que les anthropologues, les statisticiens, les comptables nationaux, les planificateurs, les agronomes responsables de projets de développement rural etc..., qui ont travaillé largement indépendamment les uns des autres pendant longtemps, éprouvent de plus en plus le besoin de travailler ensemble pour résoudre les problèmes et faire reculer les limites que chacun dans son domaine a désormais assez clairement identifiées. Très schématiquement, on pourrait dire qu'une des conditions du progrès des méthodes d'enquêtes statistiques auprès des ménages dans les pays à bas revenu est que ces enquêtes procèdent, au moins dans une certaine mesure, d'une vision globale (ou d'une analyse théorique) plus réaliste de ce qu'est une économie en développement, ou une société villageoise en transition d'un système de production à un autre.

La permanence d'un dispositif d'enquête devrait favoriser l'amélioration continue des méthodes et la collaboration des différents spécialistes que je viens d'évoquer.

2.2 - J'en arrive maintenant aux techniques d'enquêtes proprement dites. Il me semble qu'en cette matière les statisticiens se sont beaucoup trop "polarisés" sur les techniques d'échantillonnage dans l'espace. Il faudrait désormais se préoccuper surtout des méthodes de sondage dans le temps et des

.../...

méthodes d'observation.

Pour les enquêtes socio-économiques auprès des ménages, le rythme et la durée des visites des enquêteurs ont une importance considérable sur le coût et la qualité des données : durée totale de l'enquête, échantillon tournant ou constant, nombre de passages et durée des périodes, fréquence des interviews pratiqués au cours d'une période etc... autant de choix décisifs ou extrêmement importants qui sont généralement faits sans justifications très solides. Sur ces questions la pratique des pays est extrêmement variable, et très peu d'études et recherches systématiques ont été conduites.

En ce qui concerne les méthodes d'observation, tout le monde s'accorde à reconnaître qu'elles ont une influence déterminante sur la fiabilité des résultats, qu'il s'agisse du repérage des unités de collecte, des techniques d'enregistrement des données (méthode d'interviews, forme des questionnaires, mesures directes etc...) des méthodes de contrôle, des procédures de gestion ou de la formation des enquêteurs.

Pourtant il est très rare que des responsables d'enquête consignent de manière systématique leur précieuse expérience en la matière, il est encore plus rare que les réunions internationales traitant des enquêtes-ménages procèdent à un examen ordonné, sélectif, approfondi de ces questions sur la base de la confrontation méthodique des expériences concrètes déjà réalisées.

III - QUEL DISPOSITIF D'ENQUETES A FINS MULTIPLES ?

Dans la ligne de ce que je viens de dire et en réponse à un certain nombre de questions qui ont été évoquées au cours de nos débats, j'aurais tendance à préconiser :

1) Un dispositif permanent d'enquêtes auprès des ménages. Cette permanence ne signifie pas forcément permanence des enquêteurs (les grands dangers d'une "fonctionnarisation" des enquêteurs ont été maintes fois soulignés) ; elle signifie au moins une institution ad hoc (Service, Institut, Office, etc...), un budget permanent (en plus des dotations exceptionnelles pour opérations spécifiques), une infrastructure logistique minimum (transports, informatique) et une équipe de cadres permanents, d'origines diverses. Le personnel d'encadrement sur le terrain devrait être trouvé parmi les meilleurs enquêteurs.

2) Un programme, bien coordonné dans le temps et dans l'espace, d'enquêtes nationales ou régionales spécifiques, soigneusement articulées, bien adaptées à leur objet et aussi légères que possible plutôt que de trop ambitieuses enquêtes à objectifs multiples. Par contre au niveau de la préparation et de l'évaluation d'opérations de développement bien localisées, on doit recommander des enquêtes "intégrées" visant à dégager les indicateurs significatifs du fonctionnement et de l'évolution des milieux soumis à l'opération.

3) L'articulation des enquêtes à objectifs "macro-économiques" ou l'intégration des enquêtes à objectifs "micro-socio-économiques" n'est évidemment pas uniquement technique (qu'il s'agisse de l'échantillonnage ou du groupe des questions communes). Elle doit également reposer, ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse à remanier en fonction des résultats, sur une vision macro-économique de l'économie nationale ou sur une conception globale du fonctionnement de la société soumise à projet. Il est clair que ces cadres de référence ont un minimum de contenu théorique (d'où la nécessité pour les statisticiens de travailler en liaison avec des chercheurs) et doivent permettre d'intégrer des données utiles à la décision (d'où la nécessité pour les statisticiens de travailler en liaison avec les centres de décision).

A.M.I.R.A

**Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Méthodes
d'Investigation en Milieu Rural Africain**

note de travail

**N° 21 – RÉFLEXIONS SUR LES ENQUÊTES A FINS MULTIPLES
AUPRÈS DES MÉNAGES DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.**

par WINTER

Avril 78

Réimpression janvier 79

**N° 24 – COMMENT ÉLABORER UN SYSTÈME D'ENQUÊTES
INTÉGRÉES**

par P. VERNEUIL et G. WINTER

Juin 78

Réimpression janvier 79